



**Mot de Mme Francesca Di Mauro, Directrice adjointe Afrique,
Union Européenne, Représentante des Partenaires techniques et financiers, lors de la
cérémonie d'ouverture de la réunion du RPCA,
6 Avril 2022**

**Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres, Commissaires de la CEDEAO et de
l'UEMOA, Secrétaire Exécutif du CILSS et Président du Club du Sahel et de l'Afrique de
l'Ouest,**

**Mesdames et Messieurs les Membres du Réseau de prévention des crises alimentaires
(RPCA) ;**

Chers invités, chers amis, en vos titres, grades et qualités ;

Je suis honorée de prendre la parole aujourd'hui aux noms des partenaires techniques et financiers de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel, et en présentiel finalement !

En décembre dernier, nous avons bien reconnu que nous étions déjà plongés dans l'œil du cyclone : une crise alimentaire pire que jamais, une dégradation en voie d'accélération. Nous parlerons dans les prochaines sessions de l'analyse de la situation, mais il est clair que les baisses importantes de production observées, tel qu'au Niger, Mali ou Burkina seront autour de facteur de dégradation. Grâce aux analyses faites dans ce forum, nous avons déjà reconnu les aspects multifactoriels (dont l'insécurité) de ces crises et que nous voyons là en même temps, les effets d'un monde rural en mutation rapide, notamment au sujet des règles de gouvernance pour l'accès aux ressources naturelles

Les effets de la pandémie du COVID étaient venus se rajouter en empirant cette situation, avec un impact significatif sur le prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles, et sur l'espace fiscal de pays pour lesquels c'est un défi de répondre aux besoins des populations surtout jeunes à très jeunes, de sécurité ou d'investissements. La pandémie aura des effets sur le long terme, du fait notamment de la dimension intergénérationnelle de la malnutrition. Au niveau mondial, l'écart entre les femmes et les hommes dans la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave s'est encore accentué, du fait notamment des répercussions socio-économiques de la pandémie, qui ont particulièrement affecté l'emploi et le revenu des femmes.

En tant que partenaires, nous avons entendu l'appel à redoubler nos efforts de mobilisation, que les partenaires nationaux et régionaux avaient lancé suite aux concertations du RPCA de décembre. Et dans ce sens, nous avons débuté nos démarches et consultation pour que la mobilisation ne traîne pas.

Malheureusement, nous n'avons pas anticipé que quelques mois plus tard la situation serait encore plus à risque. En effet, l'invasion russe en Ukraine provoque une hausse additionnelle des prix des produits et intrants agricoles, ce qui sape encore plus les capacités des personnes et des États à faire face à la situation. Par ailleurs, je me permets de rappeler ici que les sanctions économiques prises, notamment par l'Union européenne ne visent pas le secteur agricole de la Russie, contrairement à ce qu'une certaine propagande insinue.

À situation exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle en faveur de nos partenaires nationaux et régionaux d'Afrique de l'Ouest et du Sahel :

Notre mobilisation commune et au plus haut niveau est plus que nécessaire et DOIT s'inscrire dans la durée. Ces quelques mots me permettent d'introduire l'évènement de haut niveau prévu cet après-midi qui est co-organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, l'Union Européenne et le Réseau Mondial contre les crises alimentaires.

Cet évènement vise à

- mobiliser des moyens techniques et financiers d'urgence supplémentaire en soutien aux efforts déjà déployés par les autorités et leurs institutions régionales en faveur des pays du Sahel et du bassin du lac Tchad (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Tchad, pays qui concentrent 92% des personnes en proie à la crise alimentaire et nutritionnelle).
- réitérer l'engagement politique en faveur de solutions et politiques structurelles qui soutiennent les efforts de renforcement des capacités de résistance et de récupération des plus vulnérables face aux chocs affectant leur sécurité alimentaire, dans l'espace régional interdépendant du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Je l'ai dit : ces efforts sont confrontés aujourd'hui à un contexte économique, politique et sécuritaire fortement dégradé. Je rajoute que ce contexte nécessite de déployer un nouveau paradigme.

Soyons francs et réalistes : nous n'avons pas de « baguette magique », ni de solutions miracles, ni les ressources suffisantes pour faire face à l'ampleur des défis. De ce fait, plus que jamais, nous avons besoin d'être plus innovants et créatifs pour utiliser au mieux les ressources existantes, d'en mobiliser davantage, et de travailler en synergie et bonne coordination. La réponse, pour être efficace, doit être rapide, solidaire et multilatérale.

La promotion de pratiques agricoles durables telles que l'agroforesterie et l'agroécologie, qui sont moins consommatrices de fertilisants, basées sur les pratiques traditionnelles connues (comme le zaï par exemple), des cultures comme celles des protéines végétales qui présentent des co-bénéfices nutritionnels, environnementaux et socio-économiques ainsi que des initiatives comme celle de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, mais aussi d'user plus stratégiquement des instruments de politiques de protection sociale, économique, fiscale et monétaire sont autant de pistes pour trouver des solutions à long-terme. Les leçons apprises de la réserve régionale alimentaire de la CEDEAO pour en améliorer la performance et l'ampleur sont d'autres pistes à explorer, dans une logique d'accroître la résilience et la souveraineté alimentaire de la région.

Il est vrai, plusieurs crises sévissent aujourd'hui : d'autres régions au-delà de l'Afrique de l'Ouest sont gravement touchées, mais nos appuis déjà en cours, notre présence dans ce forum et la mobilisation de haut-niveau de cet après-midi sont bien l'évidence que nous soutenons et soutiendrons nos partenaires d'Afrique de l'Ouest face à une situation extraordinaire sur le plan alimentaire et nutritionnel, dans la recherche de solutions aux causes structurelles de la crise des systèmes alimentaire de la région.

Vous connaissez tous les programmes déjà initiés ou en cours d'élaboration, que ce soit ceux de la Banque mondiale, de la BAD, d'USAID, de la Coopération suisse, ou de l'Union européenne et de ses États membres, etc, dont les objectifs contribuent aux solutions durables et en faveur des plus vulnérables.

A crise exceptionnelle, il importe d'inventer des réponses exceptionnelles ! Celles-ci doivent aller au-delà des réponses classiques en investiguant l'ensemble des instruments que nous offre la Charte PREGEC. Tout en répondant aux besoins d'urgence qu'exige cette crise, il s'agirait également de mieux valoriser les instruments qui nous permettent de prévenir et d'anticiper les crises à l'avenir et surtout à long terme de forger des systèmes alimentaires plus durables et résilients ! Cela exige l'engagement de tous en premier lieu des États et de leurs organisations régionales!

Je peux vous assurer au nom des partenaires que nous sommes prêts à vous accompagner toutes et tous pour renverser les tendances actuelles et faire en sorte d'y parvenir tous ensemble. L'évènement de cet après-midi constitue bien le forum pour connaître et faire connaître l'engagement de chacun dans cette direction.

Je vous remercie et souhaite plein succès à vos travaux.